

des raisons qui expliquent ce manque de confiance, c'est que les institutions financières de notre pays ne fournissent pas vraiment les services nécessaires aux petites et aux moyennes entreprises.

Il y a beaucoup de facteurs qui entrent en ligne de compte, mais je voudrais demander à mon collègue, qui est un député chevronné, quelles mesures nous devrions prendre, selon lui, pour rétablir un climat de confiance dans notre pays. Une fois ce climat de confiance rétabli, les gens n'hésiteront plus à prendre des risques et finiront par créer plus d'emplois. Le député peut-il expliquer à la Chambre certaines des choses que nous devrions faire pour essayer de relancer l'économie?

M. Simmons: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Broadview—Greenwood. Il a raison. Il est allé droit au coeur de la question. C'est un problème de confiance. Les gens sont désespérés. Même ceux qui ont des emplois sont beaucoup moins optimistes que ce à quoi on pourrait s'attendre. Cela peut être très démoralisant de voyager à travers le pays ces temps-ci.

Le premier défi est celui de l'inspiration. Il faut essayer de faire comprendre aux Canadiens qu'ils ont encore des raisons d'espérer. Nous vivons dans un merveilleux pays. Ce n'est pas la faute du pays si nous traversons une période difficile, c'est la faute du gouvernement. C'est lui qui nous a conduit à un point où les gens n'ont rien d'autre à faire que de désespérer. Prenons l'exemple que j'étais en train de citer lorsque j'ai manqué de temps tout à l'heure, celui des pêcheurs qui se retrouvent dans une situation très précaire sans que ce soit leur faute. Les représentants du gouvernement vers qui ils se tournent ne veulent même pas les écouter. Terre-Neuve est représentée par un ministre au Cabinet, mais ce dernier n'a pratiquement rien fait pour régler ce problème.

Mon collègue le secrétaire parlementaire du ministre des Pêches n'est pas d'accord avec moi. Je comprends qu'il a été retenu pendant quelques instants et c'est pourquoi je l'invite à lire la transcription de ce que j'ai dit au cours des cinq dernières minutes. Je parle d'une situation très particulière.

J'ai dit que, en général, j'ai beaucoup d'admiration pour le ministre, mais que, sur la question de la côte sud-ouest, il a laissé tomber les gens qui comptaient sur lui. Il a souvent eu l'occasion d'agir, mais il s'est contenté de faire des déclarations farfelues aux gens et à la presse, disant qu'il ignorait que cette région avait un problème. Cela fait un an que je le harcèle à la Chambre au sujet de ce problème. Il a fait la sourde oreille. J'ai donné cet exemple pour montrer pourquoi les Canadiens n'ont plus confiance.

Les crédits

À quoi peut-on s'attendre quand chaque secteur de la société est pulvérisé, que ce soit les pêcheurs et les travailleurs des usines de transformation de la côte sud-ouest de Terre-Neuve, les travailleurs d'autres industries dans le sud de l'Ontario ou les petites entreprises dans les villes situées près de la frontière avec les États-Unis? À quoi peut-on s'attendre quand rien ne permet à ces gens de croire que le gouvernement se préoccupe d'eux?

On nous demande ce qu'il faut faire. La première chose à faire, c'est de rétablir un climat de confiance, de rétablir un lien avec les gens qui ont élu ce gouvernement au départ.

Voilà le coeur du problème. Si un gouvernement n'est appuyé que par 15 p. 100 ou 17 p. 100 des gens, comment ses décisions peuvent-elles refléter les désirs et les aspirations de ces gens? Sans vouloir trop simplifier les choses, je dirai à mon collègue de Broadview—Greenwood que la première chose à faire, pour répondre à sa question, c'est de déclencher des élections.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, j'ai écouté très attentivement le discours de mon collègue, et je veux l'en féliciter. Je suis sûr que les électeurs de Burin—Saint-Georges seront très fiers de l'intervention émouvante que le député a faite aujourd'hui au nom de ses électeurs qui souffrent en cette période économique difficile.

Mon collègue et moi représentons tous deux des circonscriptions rurales. Je n'ai pas encore eu l'occasion de visiter sa circonscription, mais je le remercie de son invitation et j'espère que je pourrai m'y rendre bientôt.

Je peux m'imaginer à quel point la situation est difficile dans sa région.

Dans de nombreuses localités rurales au Canada, il y a peu d'emplois de la fonction publique fédérale et une partie de ces emplois sont offerts par les bureaux de poste. Cela me peine de voir que nous avons perdu cette institution dans un grand nombre de localités rurales, que le drapeau du Canada, dans bien des cas le seul drapeau qui flottait au-dessus de la localité, a été remplacé par le nouveau symbole en forme d'aile de pigeon et que le mot «Canada» ne figure plus sur les boîtes de la Société canadienne des postes; on lui a préféré les mots «mail—poste» à la signification très profonde.

J'aimerais que mon collègue nous dise si sa circonscription a été aussi durement touchée que la mienne par la fermeture des bureaux de poste et ce que ses électeurs pensent de la disparition de cette institution nationale. Je crois que seuls les députés de circonscriptions rurales peuvent comprendre tout ce que signifie pour leurs électeurs la perte de ce qui était, dans bien des cas, le seul